

L'ÉDUCATION

LA FERMETURE IMMINENTE DU CENTRE UNIVERSITAIRE DAVID THOMPSON À NELSON (C.-B.)

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Monsieur le Président, les gouvernements conservateurs provinciaux du Canada dissipent à qui mieux mieux la contribution fédérale à l'enseignement en continuant de détourner d'énormes sommes destinées à l'enseignement postsecondaire tandis qu'Ottawa laisse faire sans rien dire. Cette tendance à l'abus qui va en s'aggravant a atteint son comble en Colombie-Britannique où d'énormes majorations des frais de scolarité, des compressions de personnel, la suppression de cours et même la fermeture pure et simple d'établissements deviennent monnaie courante tandis que l'argent des contribuables est gaspillé en projets prestigieux et en abandon ruineux des ressources.

Dans ma propre circonscription, Kootenay-Ouest, dans ma ville natale en fait, la fermeture, le 1^{er} mai, du Centre universitaire David Thompson, le seul campus non métropolitain de la Colombie-Britannique, va ajouter au nombre des chômeurs une centaine d'enseignants et d'employés et priver environ 500 étudiants de leur droit à poursuivre eux aussi leurs études. Mais le drame ne se confine pas aux strictes limites locales. De nombreux programmes du Centre universitaire David Thompson, ceux des beaux-arts, de l'école des lettres et d'éducation rurale, sont uniques et n'existent tout simplement nulle part ailleurs dans notre province. De nombreux étudiants viennent donc d'autres régions et plus de 60 p. 100 sont des femmes.

Je supplie le gouvernement de répondre bientôt aux instances que nous lui avons faites antérieurement, ma collègue, la représentante de New Westminster-Coquitlam (M^{me} Jewett), et moi-même, et d'envisager de toute urgence l'action qu'il pourrait entreprendre en versant des fonds d'urgence ou en appliquant des sanctions spéciales afin de sauver des emplois et des programmes en Colombie-Britannique et de sauvegarder les droits et les futures carrières de nos jeunes à Nelson, dans l'ensemble de la Colombie-Britannique et partout au Canada.

* * *

LE CHEF DE L'OPPOSITION

M. Jack Masters (Thunder Bay-Nipigon): Au nom des milliers de Canadiens de souche finlandaise qui vivent dans ma circonscription et des milliers d'autres qui vivent ailleurs au Canada, monsieur le Président, je tiens à signaler au chef de l'opposition (M. Mulroney) que c'est à tort qu'il a utilisé le terme «finlandisation». Comme me l'ont signalé à juste titre maints Canadiens de souche finlandaise, la Finlande, bien que vivant dans l'ombre de l'Union soviétique, poursuit, contrairement à d'autres pays dans une situation analogue, une politique d'indépendance et non de sujétion. Elle n'y parvient pas sans mal, comme on se l'imagine. J'ai jugé nécessaire de fournir cette explication. En donnant au terme «finlandisation» un sens entièrement opposé à son sens véritable, le chef de l'opposition a fait injure aux Finlandais de partout.

Article 21 du Règlement

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE CONFLIT AU LIBAN—LES CONSÉQUENCES

M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona): Monsieur le Président, la poursuite des combats et de l'effusion de sang au Liban attriste tous ceux qui recherchent une solution au présent conflit et également tous ceux qui désirent la paix dans le monde. Les Canadiens sympathisent beaucoup avec l'homme de la rue libanais qui n'a d'autre désir que celui de vivre en paix et de poursuivre ses activités journalières normalement. Nous constatons tous que ce sont les citoyens libanais qui souffrent le plus de cette situation et qui n'ont rien à gagner dans ce conflit.

Chez nous, nous savons que les Canadiens d'origine libanaise sont très reconnus pour leur esprit d'entreprise qui ne connaît aucune barrière raciale ou idéologique. On leur reconnaît également la volonté de travailler fort en vue d'atteindre leurs buts personnels ou familiaux. Tous les soirs, les images de la télévision nous rappellent en premier lieu la tragédie qui se déroule dans les rues de Beyrouth et, en second lieu, le besoin pressant pour tous les citoyens du monde de chercher un moyen efficace nous assurant de vivre tous ensemble dans la paix.

* * *

[Traduction]

LES PARTIS POLITIQUES

LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL—LA POSITION DU PARTI PROGRESSISTE CONSERVATEUR

L'hon. Roger Simmons (Burlington-Sud): Monsieur le Président, en novembre dernier, le chef de l'opposition a déclaré, devant des militants conservateurs de l'Alberta, que son parti supprimerait la disposition concernant le 25 p. 100 de «rétroparticipation» du Programme énergétique national. Pendant ce temps, le premier ministre conservateur de la Nouvelle-Écosse, John Buchanan, ne ménageait pas les démarches auprès des libéraux à Ottawa pour qu'ils entérinent cette disposition dans la loi afin qu'un prochain gouvernement ne puisse la supprimer.

Il y a quelques jours, alors qu'ils s'adressait au parti conservateur de la Nouvelle-Écosse, le chef de l'opposition officielle a semblé contredire ce qu'il avait déclaré à Calgary en assurant au premier ministre de cette province qu'il ne ferait rien qui puisse nuire à la Nouvelle-Écosse. Mais pendant qu'il tenait de tels propos, le député d'Étobicoke Centre (M. Wilson) affirmait, dans une entrevue accordée au *Maclean*, qu'un gouvernement conservateur se débarrasserait de cette disposition concernant la rétroparticipation de 25 p. 100.

• (1410)

Les conservateurs vont-ils finir par se mettre d'accord, monsieur le Président? Vont-ils cesser de se contredire, de raconter une chose dans une partie du pays et le contraire dans une autre? Quand le chef de l'opposition et ses porte-parole officiels vont-ils cesser de jeter de la poudre aux yeux de nos citoyens?